

Cote du document:	EB 2021/132/R.10/Add.2
Point de l'ordre du jour:	7 a) ii)
Date:	7 avril 2021
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## Mise à jour des conditions de financement du FIDA

### Additif

#### Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

##### **Alvaro Lario**

Vice-Président adjoint  
Responsable des finances en chef  
et Contrôleur principal  
Département des opérations financières  
téléphone: +39 06 5459 2403  
courriel: a.lario@ifad.org

##### **Ruth Farrant**

Directrice  
Division des services de gestion financière  
téléphone: +39 06 5459 2281  
courriel: r.farrant@ifad.org

##### **Malek Sahli**

Responsable principal de la gestion financière  
téléphone: +39 06 5459 2545  
courriel: m.sahli@ifad.org

##### Transmission des documents:

##### **Deirdre Mc Grenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-deuxième session  
Rome, 19-21 avril 2021

Pour: **Approbation**

## Mise à jour des conditions de financement du FIDA

### Additif

Le Conseil d'administration est invité à prendre connaissance du présent additif au document intitulé « Mise à jour des conditions de financement du FIDA » (EB 2021/132/R.10). Par souci de clarté, le texte barré correspond aux suppressions.

À la page 2, le paragraphe 7 est modifié comme suit:

« La définition actuelle des différentes catégories de revenus ne reflète pas pleinement tous les éléments de l'accès aux ressources empruntées ni la différenciation modifiée qui a été examinée durant la Consultation sur FIDA12. La définition actuelle des catégories présente les limites suivantes.

- La catégorie B actuelle, qui bénéficie d'une décote, inclut une large gamme de PRITI, ainsi que les PRITS se situant en deçà du seuil permettant d'envisager un reclassement. Cela signifie que, à l'heure actuelle, le FIDA propose les mêmes conditions de financement à une partie des PRITI et des PRITS.
- La catégorie D, dans sa définition actuelle, ne serait plus applicable à compter de FIDA12, ~~car, d'après les débats sur le reclassement, les pays à revenu élevé n'auront plus accès aux ressources empruntées du FIDA.~~
- Un certain nombre de PFR et de PRITI, auparavant admissibles seulement à des prêts concessionnels, auront accès aux futures ressources empruntées. Or, à l'heure actuelle, le FIDA ne dispose pas d'une catégorie pour ces groupes de pays. L'accès à ces ressources devrait être assorti de conditions de financement plus favorables que celles offertes aux PRITI et aux PRITS solvables, admissibles par définition aux prêts semi-concessionnels du FIDA. »